Mobilisation générale contre la décharge de Mazaugues

ENVIRONNEMENT Les opposants au projet de Véolia se sont retrouvés, hier, au lieu-dit l'Equireuil, fermement décidés à protéger un site « *géologique très fragile* »

Il faut une sacrée dose de motivation pour organiser un pique-nique à la mi-janvier au pied de la Sainte-Baume. Mais rien n'arrête les habitants de Mazaugues désireux de sauvegarder leur cadre de vie, à l'image de l'association « Mazaugues Passion ». Dans le sillage d'Anouk Bouquier, ils sont nombreux à s'opposer aux projets de décharge et de carrière souhaités par Véolia et sa filiale Val Sud au lieu-dit l'Equireuil. Des infrastructures incompatibles avec l'intention de créer le parc naturel régional de la Sainte Baume.

Le rassemblement organisé hier avait donc pour but « *de montrer que nous sommes toujours présents et que nous ne baissons pas les bras au moment où le préfet du Var s'apprête à rendre sa décision* ». Pour mémoire, le commissaire enquêteur avait émis un avis défavorable après avoir reçu les 5 500 signatures au bas de la pétition, 250 lettres et enregistré 400 interventions sur le registre de l'enquête publique.

Une centaine de personnes se sont donné rendez-vous hier matin au lieu-dit l'Equireuil afin de protester contre le projet de décharge et de carrière de Véolia à Mazaugues. (Photos Frank Muller)

Permis de construire refusé

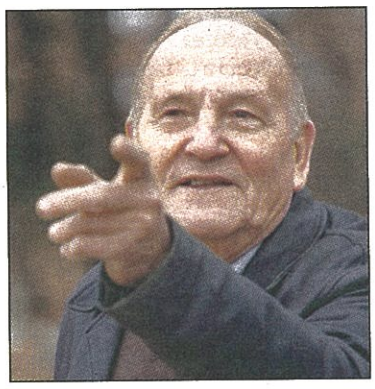
Le premier des opposants est sans aucun doute le maire de la commune, Denis Lavigogne. « *La municipalité que je dirige a d'ores et déjà refusé le permis de construire déposé par Val Sud. Il est évident que nous irons au bout de cette lutte afin de préserver notre environnement. Nous nous situons sur un site géologique très fragile et sous lequel se trouve, selon les experts en hydrologie, un réservoir d'eau pouvant atteindre les 8 millions de mètres cubes.* »

Denis Lavigogne a reçu le soutien de ses pairs et notamment de Paul Castellan, le maire de Tourves. « *Si un incident devait se produire à Mazaugues, notre captage des eaux à la source des Lecques serait pollué dans les quatre heures suivantes.* » André Guiol, maire de Néoules et conseiller général, a rappelé sa lutte « *pour réduire au maximum les déchets ultimes* ».

Biodiversité

Mais au-delà des prises de position des hommes politiques, les associations de défense de l'environnement ont aussi tenu à exprimer leur désapprobation. Marcel Barbero, président du conseil scientifique régional du patrimoine naturel, explique que « *ce secteur possède une grande biodiversité* ». Et d'insister : « *En matière de faune et de flore, nous avons là des milieux naturels de très grande qualité et des zones humides de surface remarquables. Je trouve étonnant, au moment où la France s'investit dans l'année de la biodiversité, que l'on puisse proposer un projet de décharge aussi négatif. Nous allons totalement à contresens du parc naturel régional de la Sainte-Baume.* »

A. REVELLO
arevello@varmatin.com



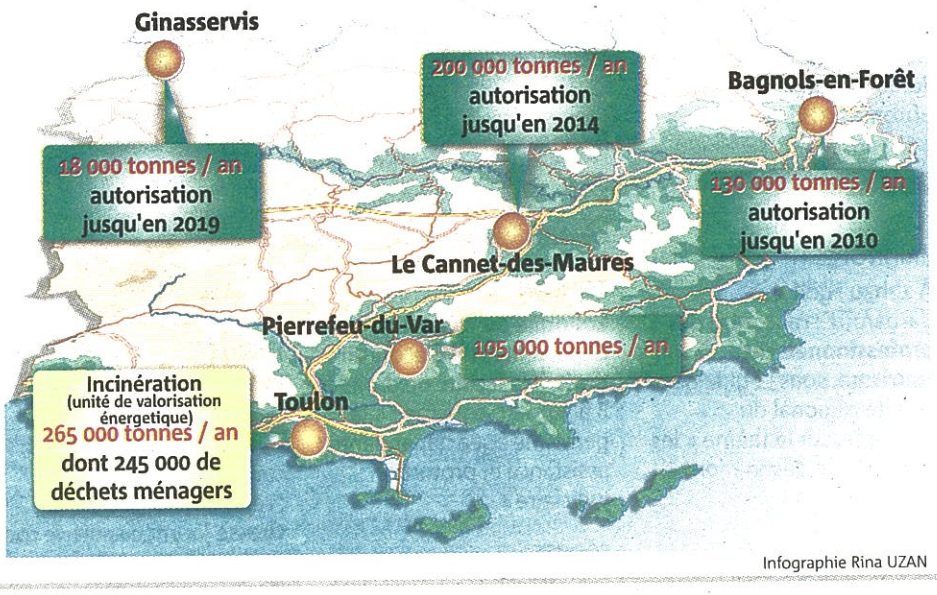
Marcel Barbero, président du conseil scientifique régional du patrimoine naturel, s'inquiète pour ces « *milieux naturels de très grande qualité* ».

Que faire des ordures du Var ?

L'élimination des déchets dans le Var constitue typiquement le dossier empoisonné. Celui que personne ne sait par quel bout prendre. Les élus comme l'État sont coincés. Si chacun conçoit qu'il faut trouver une solution pour traiter les ordures, personne ne les veut à sa porte ou sur le territoire de sa commune.

Dans le Var, la situation est d'autant plus tendue que les deux principaux sites, où est enfouie la majeure partie des 880 000 tonnes de déchets que les Varois produisent chaque année, ont des durées de vie limitée.

Les quatre centres de stockage des déchets ultimes



Infographie Rina UZAN

Quatre décharges

Au Cannet-des-Maures, la fameuse décharge de Balançan, sujet de tant de controverses du fait de sa situation dans la plaine (protégée) des Maures, ne pourra recevoir ses 200 000 tonnes de déchets annuels que jusqu'en 2014 (avec une possibilité de prolongation de six ans sous certaines conditions).

Celle de Bagnols-en-Forêt (130 000 tonnes par an) est exploitable jusqu'en décembre 2010.

Sont aussi présents sur le territoire varois les centres de stockage de Pierrefeu (105 000 tonnes par an) et de Ginasservis (18 000 tonnes par an). Ce dernier est le seul du département à ne pas être géré par l'entreprise Pizzorno Environnement. L'ouest du Var a lui, choisi la solution de l'incinérateur.

Incinérateur à l'est ?

Il est donc impératif de trouver des solutions de substitution, du moins des sites, pour soulager Balançan et Bagnols-en-Forêt, engorgés. Le conseil général a mis en place une commission de consultation sur le sujet pour accompagner les élus dans leurs réflexions. Mais dès qu'un projet pointe le bout de son nez, les riverains ruent dans les brancards. Comme pour celui de Mazaugues *(lire ci-dessus)*. Ni la première, ni la dernière sans doute. À Cabasse, une autre idée, portée par Sita Sud (Suez) a elle aussi du plomb dans l'aile, après un avis défavorable du commissaire enquêteur. Lors d'une réunion en juillet dernier, initiée par le conseil général sur l'évolution du plan départemental d'élimination des déchets, des élus de la Provence Verte avaient évoqué la solution d'un incinérateur dans le centre Var. Idem du côté de Sainte-Maxime. Depuis, plus d'échos.

Jusqu'à la prochaine crise autour des déchets ? Jusqu'au prochain coup de sang du maire du Cannet-des-Maures ou de celui de Bagnols-en-Forêt, pestant contre ces « verrues » sur leurs communes ? Jusqu'à ce que, pour éviter l'asphyxie sous des montagnes d'ordures, il soit urgent de ne plus attendre pour trouver des solutions.

C. A.